Questions orales

démarche référendaire sur le droit des peuples à déterminer leur avenir eux-mêmes, dans la paix et la démocratie. Et je demande au premier ministre s'il reconnaît ce droit au peuple québécois?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, si le chef de l'opposition veut m'entraîner sur la question de la légalité, il a déjà reçu une réponse des cours du Québec. Ce n'est pas là-dessus que je veux m'embarquer, mais je peux répondre. Quand le chef de l'opposition dit que le droit à l'autodétermination n'appartient pas aux autochtones, au Québec, il est en contradiction avec lui-même. Alors, si on veut avoir un débat de cette nature-là, on peut en avoir un.

En ce qui me concerne, je dis tout simplement que je suis surpris de l'attitude de l'opposition, qui cache des choses à la population. Ils n'ont pas voulu poser une question honnête. Le chef de l'opposition disait aux Américains: «Je suis un séparatiste», et quand il est au Québec, il a peur de dire qu'il est séparatiste. Et quant à savoir ce qui se passe à Québec à l'heure actuelle, bien, lorsque son propre économiste, M. Mathews, prépare des études honnêtes, le chef du gouvernement, le chef de l'opposition, M. Parizeau, dit qu'il est incompétent. Est-ce que le chef de l'opposition est d'accord avec M. Parizeau pour dire que son propre économiste n'est pas compétent?

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, on notera que le premier ministre évite soigneusement de répondre aux questions quant à la reconnaissance du droit des Québécois à décider eux-mêmes de leur avenir. Et en plus, il sème la confusion en semonçant sa ministre responsable du référendum au Québec parce qu'elle avait commis la terrible faute de dire franchement que le gouvernement devrait respecter le résultat exprimé démocratiquement par les Québécois.

Ma question au premier ministre est toute simple, bien claire et je souhaite une réponse. Compte tenu des conséquences importantes pour l'ensemble des citoyens du Québec et du reste du Canada, le premier ministre peut-il nous dire clairement si, oui ou non, il entend respecter le choix qui sera exprimé par les Québécois lors du prochain référendum?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais que l'opposition dise au gouvernement que lorsqu'ils ont un non, ça veut dire non. Nous avons gagné le référendum en 1980 et ils n'ont pas respecté la volonté des Québécois.

On recommence encore aujourd'hui. Le chef de l'opposition dit qu'un non, ce n'est pas ce qu'il veut avoir et que s'il a un non, il va recommencer. Quand va-t-il arrêter de jouer avec l'avenir des citoyens qui veulent que les gouvernements s'occupent des vrais problèmes, de la population, de la création d'emplois, de la bonne administration publique. C'est ce que les gens veulent et c'est ce que l'opposition ne veut pas faire.

Des voix: Bravo!

• (1425)

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, ils ont la mémoire bien courte. Depuis, le résultat de 1980 a été respecté par les souverainistes du Québec. À preuve, on est encore, 15 ans après, dans le Canada, en train de discuter Constitution parce qu'il est arrivé deux choses depuis le référendum. Cela a changé, monsieur le Président. Il a rapatrié unilatéralement la Constitution.

Des voix: Oui! Oui!

Des voix: Bravo!

M. Gauthier: . . . et il a été le fossoyeur de l'Accord du lac Meech. C'est lui qui crée les problèmes.

Des voix: Oui! Oui!

Des voix: Bravo!

M. Gauthier: Monsieur le Président, à celui qui, en 1980, disait qu'un non voulait dire oui et qu'un oui voulait dire non, je pose la question suivante, et on aimerait avoir une réponse.

Est-ce que le premier ministre du Canada réalise qu'en refusant de reconnaître qu'il respectera le résultat du référendum démocratique qui se tient au Québec, il contredit ainsi le président du Comité du non, son boss pour la circonstance, Daniel Johnson, à Québec, et sa ministre responsable du dossier constitutionnel et du référendum pour le Québec? Est-ce qu'il réalise que son irresponsabilité crée l'incertitude et que son devoir est de donner des vraies réponses?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les séparatistes du Québec me parlent de Meech. Ils étaient contre Meech! Parizeau était contre Meech.

Des voix: Oh, oh!

M. Chrétien (Saint-Maurice): Et tu as donné un coup de couteau dans le dos à . . . Oui!

Des voix: Oh, oh!

M. Chrétien (Saint-Maurice): Le chef de l'opposition n'était plus là à la fin du débat sur Meech et il dit que c'est une humiliation pour les Québécois. Là, dans leur propagande, ils disent que le fait que le référendum sur l'accord de Charlottetown n'ait pas passé est une humiliation pour les Québécois. Et ils ont tous voté contre. Ils ont aidé à l'humiliation des Québécois en votant contre.

Je répète à l'opposition que seulement 3 p. 100 des Québécois pensent que la Constitution et le référendum sont des priorités des Québécois. Les autres Québécois veulent que leurs parlementaires s'occupent des vrais problèmes: la création d'emplois, la justice sociale et la présence du Canada dans le monde. Ils veulent qu'on s'occupe des vrais problèmes et, le 30 octobre, les Québécois diront clairement aux séparatistes qu'ils veulent demeurer dans le meilleur pays au monde, le Canada.